



L'activité économique francilienne continue de s'améliorer

Au quatrième trimestre 2016, l'emploi salarié francilien poursuit sa progression (+ 0,4 %). En glissement annuel, cette croissance (+ 1,3 %) est principalement portée par les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien. Le taux de chômage francilien est relativement stable au quatrième trimestre s'établissant à 8,6 %. À fin février 2017, les créations d'entreprises des six derniers mois sont nettement plus nombreuses qu'au cours de la même période de l'année précédente. L'activité dynamique dans la construction peine toujours à se traduire par des créations d'emplois. La fréquentation hôtelière de janvier 2017 retrouve quelques couleurs, au-delà de son niveau de janvier 2015.

Denis Rabadeux, Insee Île-de-France ; Anne-Lise Aucouturier, Direccte Île-de-France

Rédaction achevée le 3 avril 2017

La plus forte hausse annuelle de l'emploi depuis neuf ans

Avec 19 000 emplois supplémentaires, l'emploi salarié francilien continue sa progression au quatrième trimestre 2016 (+ 0,4 % par rapport au trimestre précédent, comme au niveau national) (figure 1). Sur un an, ce sont 54 000 emplois supplémentaires dans la région et 196 000 emplois supplémentaires en France métropolitaine (soit + 1,3 % en région comme au niveau national). Cette dynamique bénéficie en particulier à l'Essonne et à la Seine-et-Marne (+ 1,9 % chacun, sur un an) ainsi qu'à Paris (+ 1,8 %). La hausse est plus faible dans les autres départements franciliens, en particulier dans le Val-de-Marne (+ 0,5 %). Le département des Hauts-de-Seine est le seul affichant une baisse par rapport au précédent trimestre (- 0,4 % sur un trimestre, mais + 0,6 % sur un an).

Au quatrième trimestre 2016, l'intérim gagne presque 6 000 emplois dans la région par rapport au troisième trimestre (soit + 6,2 % et + 7,0 % au niveau national). En un an, ce secteur gagne ainsi 11 300 postes dans la région (+ 12,6 %).

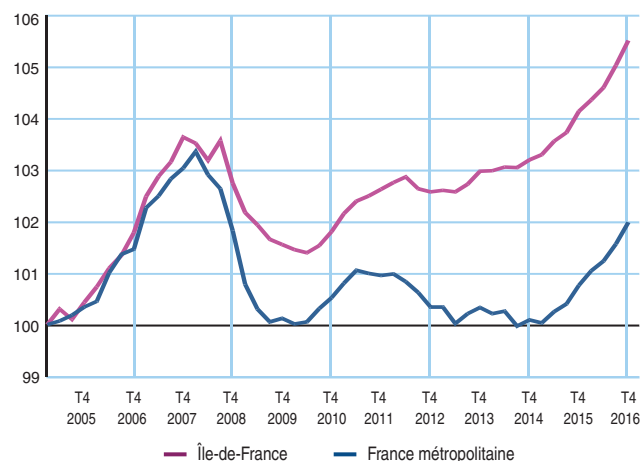
En Île-de-France, le secteur tertiaire marchand hors intérim (qui représente 80 % de l'emploi salarié marchand total de la région) accélère légèrement par rapport aux trimestres précédents. Environ 13 000 postes supplémentaires y sont créés au quatrième trimestre 2016 (+ 0,5 %) (figure 2), et environ 42 700 en un an (+ 1,6 %). Cette progression s'observe notamment dans les activités liées à l'information et à la communication (presque 9 000 postes supplémentaires en un an, soit + 2,4 % par rapport à 2015) et les activités scientifiques, administratives et de soutien (+ 1,9 %, soit environ 17 800 emplois supplémentaires en un an). Avec 5 000 emplois en plus (soit + 1,7 % en un an), l'hébergement et la restauration progressent aussi. Il en va de même

dans le transport et l'entreposage avec 4 000 emplois supplémentaires (+ 1,1 %). Au quatrième trimestre 2016, les créations d'emplois dans le commerce progressent à peine par rapport au trimestre précédent (+ 700 postes, soit + 0,1 %), au même rythme que dans la construction (à peine 200 postes supplémentaires, et environ 500 en un an).

Les créations d'emplois se poursuivent dans tous les secteurs hormis l'industrie francilienne qui détruit de l'emploi ce trimestre (- 1 100 postes, soit - 0,3 %), portant le déficit en un an à 4 400 postes, soit - 1,0 %.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

Données cvs - indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005

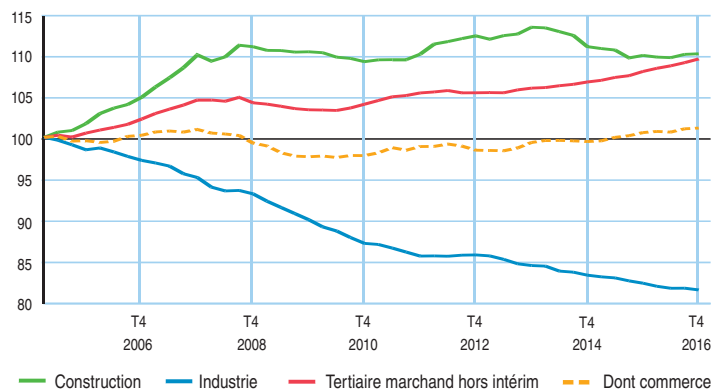


Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Île-de-France

Données cvs - indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi - données provisoires pour le quatrième trimestre 2016.

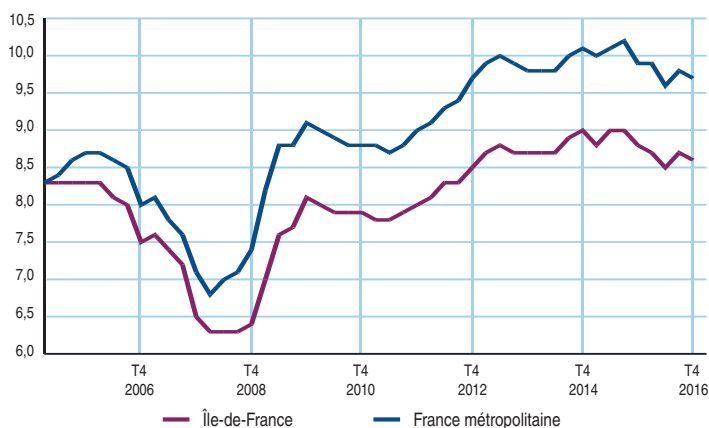
Avvertissement - L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Le taux de chômage en très légère diminution

Après une hausse de 0,2 point à l'été 2016, le taux de chômage francilien est en légère baisse au quatrième trimestre 2016 (- 0,1 point), s'établissant à 8,6 % de la population active (figure 3). En France métropolitaine, il diminue également de 0,1 point (9,7 %). En un an, le taux de chômage a reculé de 0,2 point dans la région, comme en France métropolitaine. Sur un trimestre, il diminue de 0,1 point dans trois des cinq départements de la région (Seine-et-Marne, Hauts-de-Seine et Val-d'Oise) et reste stable dans tous les autres. La Seine-Saint-Denis reste le département ayant le taux de chômage le plus élevé (12,7 %) et les Yvelines celui où il est le plus faible (7,4 %).

3 Taux de chômage

Données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières (en %)



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisés.

Demande d'emploi en hausse de 0,5 % sur le trimestre

Fin février 2017, 967 550 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Île-de-France (catégories A, B et C). Parmi eux, 662 360 sont en catégorie A n'ayant strictement pas travaillé durant le mois précédent. La définition des demandeurs d'emploi en catégorie A est proche de celle des chômeurs au sens du BIT.

Sur les trois derniers mois, la demande d'emploi francilienne diminue de 0,3 % en catégorie A tandis qu'elle augmente de 0,5 % en France métropolitaine (figure 4).

Les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A sont affectées depuis plusieurs mois par des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi. Ce phénomène est dorénavant aussi important au niveau national que dans la région. Depuis septembre 2016, le plan « 500 000 formations supplémentaires pour les demandeurs d'emploi » avait engendré de fortes hausses vers la catégorie D qui tendent à se résorber dans la région.

Finalement, en catégories A, B et C, la demande d'emploi progresse de 0,5 % sur 3 mois (+ 0,9 % en France métropolitaine) alors que, sur un an, on enregistre une légère hausse de 0,3 % (+ 1,0 % en France métropolitaine).

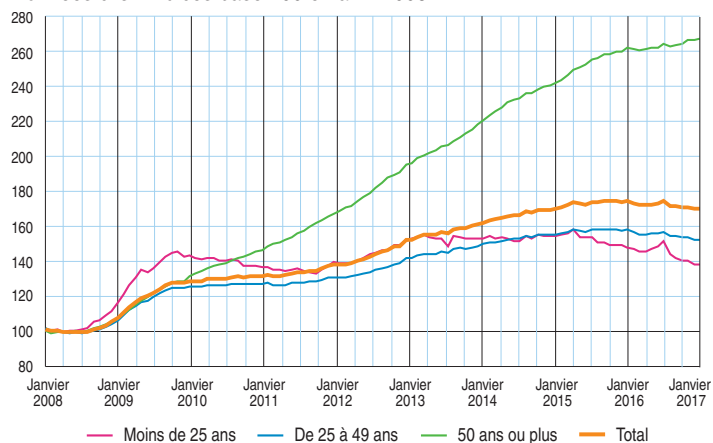
Sur les trois derniers mois, en catégories A, B et C, la demande d'emploi est stable pour les hommes (+ 0,1 %) et augmente de + 0,9 % pour les femmes. Sur un an, la demande d'emploi des hommes diminue (- 0,6 %) tandis que celle des femmes progresse (+ 1,3 %). Ainsi, le différentiel d'évolution entre hommes et femmes continue de se creuser depuis le second semestre 2016, pour atteindre 1,9 point sur un an en février 2017.

Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans est en baisse de 0,9 % sur le trimestre. À l'inverse, la demande d'emploi des 50 ans ou plus poursuit sa progression (+ 1,7 % en Île-de-France et + 1,9 % en France métropolitaine sur trois mois).

L'analyse par métier souligne la persistance des difficultés dans les métiers de la santé, action sociale et des services aux particuliers, à l'opposé des métiers du BTP et, plus ponctuellement, de l'informatique et télécommunications.

4 Évolution du nombre de demandeurs d'emploi franciliens

Données cvs - indices base 100 en avril 2008



Champ : demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois.

Source : Pôle emploi, Dares.

Les créations d'entreprises toujours dynamiques dans la région

De septembre 2016 à février 2017, environ 88 000 entreprises sont créées dans la région, soit une hausse significative de 10,2 % par rapport à la même période un an plus tôt (figure 5). Les créations sont moins dynamiques au niveau national (+ 3,9 %).

Les créations d'entreprises hors micro-entreprises ont continué d'augmenter dans la région (+ 7,6 %) plus rapidement qu'en France métropolitaine pendant ces six derniers mois. De septembre 2016 à février 2017, elles représentent 52 % des créations dans la région. Chez les micro-entrepreneurs, les créations continuent de gagner du terrain en Île-de-France (+ 13,1 %) alors qu'elles stagnent au niveau national (+ 0,8 %).

Le secteur du commerce, transports, hébergement et restauration dans sa globalité reste le plus dynamique (+ 14,7 %) dans la région. Au sein de cet important secteur, près de la moitié des créations concernent les seuls transports, en augmentation de presque 40 % sur un an. La part de créations sous forme de micro-entreprises y est prépondérante (59,1 %). Le secteur regroupant les activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien est également dynamique : 26 000 entreprises ont été créées au cours de ces six derniers

5 Créations d'entreprises dans la région Île-de-France

Créations d'entreprises	Septembre 2016 à février 2017		Évolution en glissement annuel (en %)*		
	Total créations	Part des micro-entreprises (en %)	Total créations	Micro-entreprises	Créations hors micro-entreprises
Industrie	2 192	36,2	4,8	-16,9	23,2
Construction	6 239	23,4	-6,8	-31,8	5,0
Commerce, transports, hébergement, restauration	25 933	41,6	14,7	25,2	8,2
Dont commerce	10 681	25,7	0,5	-6,6	3,3
transports	12 361	59,1	29,5	39,4	17,5
hébergement	149	23,5	21,1	118,8	6,5
restauration	2 742	25,7	17,6	65,3	7,0
Information et communication	6 778	47,3	6,1	5,0	7,1
Activités financières	2 544	15,0	4,2	-1,0	5,2
Activités immobilières	2 441	18,5	2,0	12,4	-0,1
Activités de services**	26 009	56,4	13,5	17,6	8,6
Enseignement, santé, action sociale	9 432	66,1	14,0	18,6	5,9
Autres activités de services	6 024	67,9	5,7	4,1	9,3
Total Ile-de-France	87 592	48,0	10,2	13,1	7,6
Total France métropolitaine	279 502	41,5	3,9	0,8	6,1

* Évolution du cumul de septembre 2016 à février 2017 par rapport au même cumul 12 mois auparavant.

** Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév 2).

Champ : activités marchandes hors agriculture.

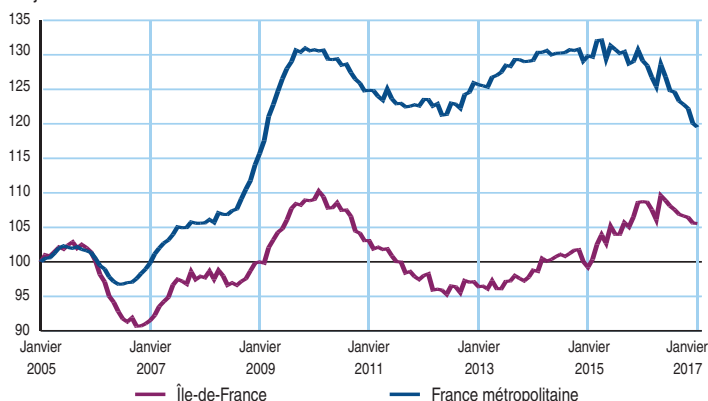
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

mois, soit + 13,5 % par rapport à la même période un an auparavant. La construction demeure le seul secteur dont le volume de créations se replie (- 6,8 %). Les créations hors micro-entrepreneuriat y sont cependant en légère hausse. Les créations dans l'industrie augmentent désormais (+ 4,8 %), grâce à un fort dynamisme hors micro-entrepreneuriat (+ 23,2 %).

Le nombre de défaillances d'entreprises, en cumul annuel, continue de diminuer en Île-de-France. À la fin du mois de janvier 2017, les défaillances baissent dans la région de 2,9 % par rapport à janvier 2016. Cette diminution est cependant moins marquée qu'en France métropolitaine (- 7,4 %), et ce depuis plusieurs mois (figure 6). Les secteurs du transport et de l'entreposage ainsi que les activités immobilières freinent cette embellie globale, avec respectivement + 13,1 % et + 8,2 % de défaillances supplémentaires. L'industrie (- 9,4 %) et la construction (- 8,6 %) résistent mieux. Malgré cela, la construction représente plus du quart des défaillances régionales. Le nombre de défaillances dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration, du commerce et de la réparation automobile ainsi que des activités financières et d'assurance diminuent dans des proportions équivalentes (- 4,5 %).

6 Défaillances d'entreprises

Nombre de défaillances d'entreprises par date de jugement, indice base 100 en janvier 2005



Cumul brut glissant sur douze mois.

Source : Fiben Banque de France.

Dynamisme de la construction de logements en Île-de-France

Dans le secteur de la construction, les perspectives d'activité sont toujours optimistes en Île-de-France. Fin février 2017, le nombre de logements autorisés à être construits dans la région est en nette hausse (+ 22,0 % au cours des douze derniers mois, contre + 14,7 % au niveau national). Cela correspond à 93 100 logements contre 76 300 un an auparavant. La conjoncture est également favorable pour le nombre de

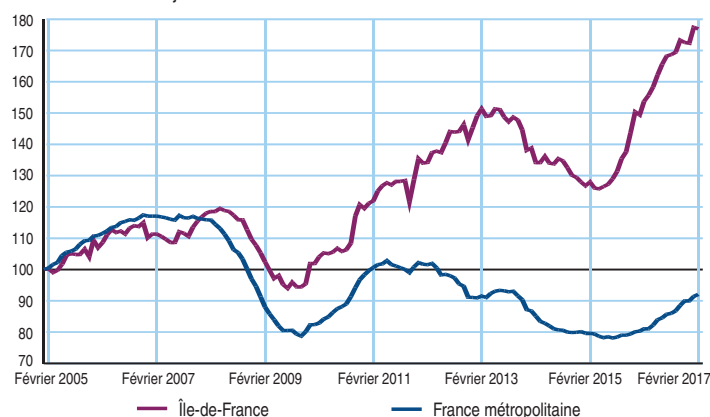
logements dont la construction a commencé dans la région au cours des douze derniers mois (+ 15,0 % contre + 13,6 % en France métropolitaine par rapport aux douze mois précédents), soit 73 400 logements commencés contre 63 800 sur les douze mois précédents (figure 7). Le niveau actuel de constructions dépasse désormais sensiblement l'objectif annuel fixé par le SDRIF (70 000 par an).

Fin février 2017, les surfaces de plancher des locaux autorisés à la construction (en milliers de m²) sont en hausse en Île-de-France (+ 8,6 %) par rapport aux douze mois précédents, nettement plus qu'en France métropolitaine (+ 2,6 %). La surface des locaux dont la construction a débuté est cependant en diminution dans la région (- 6,7 % par rapport aux douze mois précédents), alors qu'elle progresse en France métropolitaine (+ 2,9 %).

En Île-de-France, les ventes de logements neufs sont en hausse au quatrième trimestre 2016 par rapport au même trimestre de 2015 (+ 28,1 %). Cette augmentation est supérieure à celle observée au niveau national (+ 21,2 %). Les prix de vente de logements neufs au m² ont augmenté dans la région par rapport au troisième trimestre (+ 1,4 %) et plus encore par rapport au quatrième trimestre 2016 (+ 2,7 %).

7 Évolution du nombre de logements commencés

Indice base 100 en janvier 2005



Cumul sur 12 mois.

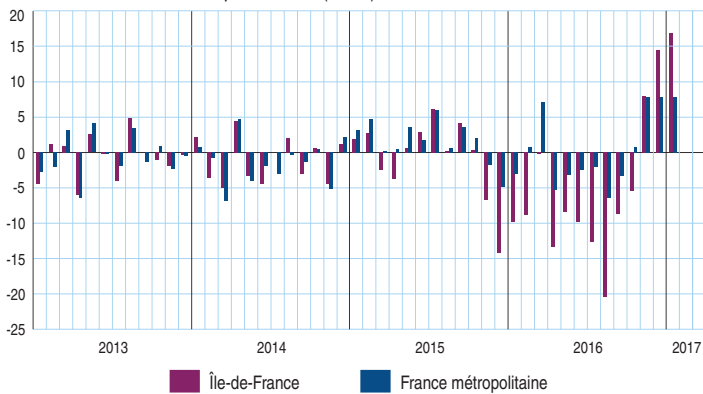
Source : SOeS - base de données Sit@del2.

Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

Banque de France : Danièle Koubi
 Crois de la CCI Paris Île-de-France : Mickaël Le Priol
 DRIEA : Philippe Monier
 Pôle emploi : Philippe Ricard
 PRIF : Christophe Centonze
 Région Île-de-France : Florence Rey
 Urssaf Île-de-France : Matthieu Goussot

8 Évolution du nombre de nuitées hôtelières

Évolution du nombre de nuitées hôtelières du mois de l'année n par rapport au même mois de l'année précédente (en %)



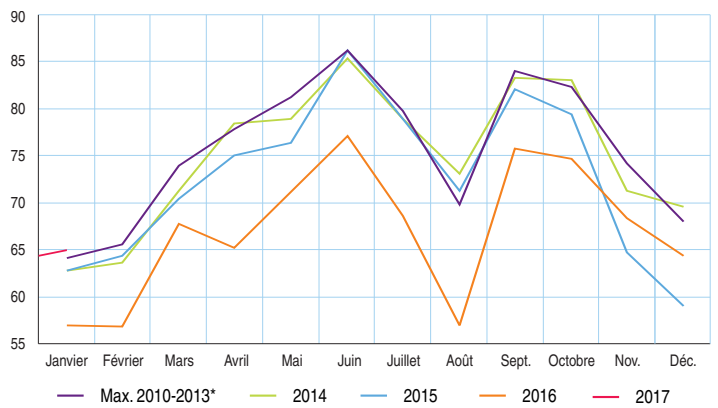
Source : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière.

Début de reprise pour l'activité hôtelière

Au cours des derniers mois, l'activité hôtelière de la région semble reprendre quelques couleurs après une année 2016 très affectée par les attentats de novembre 2015. En effet, entre novembre 2016 et janvier 2017, le nombre de nuitées enregistrées dans les hôtels franciliens a non seulement compensé le très net déficit constaté un an auparavant (conséquence directe des attentats), mais a aussi dépassé le niveau atteint de novembre 2014 à janvier 2015 (+ 0,9 %). Cette amélioration est portée par la clientèle française (+ 3,2 % de nuitées au cours des trois derniers mois par rapport à il y a deux ans), alors que le retour de la clientèle étrangère reste à confirmer (- 1,3 % pour la même période). Le sursaut du seul mois de janvier 2017 (+ 16,7 % nuitées par rapport à janvier 2016, + 5,0 % par rapport à janvier 2015) concerne la clientèle française (+ 5,3 % par rapport à janvier 2014) autant qu'étrangère (+ 4,8 %). Cet attrait renouvelé pour la région représente 230 000 nuitées de plus qu'il y a deux ans (figure 9). La capitale, à elle seule, a dénombré 83 000 nuitées de plus (+ 3,4 %). La clientèle française est la

9 Évolution du taux d'occupation des hôtels franciliens

En %



* Fréquentation maximale observée sur la période 2011-2013.

Source : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière.

seule contributrice de l'embellie parisienne (+ 9,8 %). Les taux d'occupation des hôtels sont supérieurs à ceux de l'an passé au cours de ce dernier mois observé (figure 8).

Les comportements de la clientèle étrangère au cours du seul mois de janvier 2017 sont assez disparates. La clientèle européenne stagne par rapport à 2015 (- 11 000 nuitées, soit - 0,9 %) tandis que les nationalités plus lointaines viennent en plus grand nombre (+ 95 000 nuitées). Les européens boudent encore Paris (- 67 000 nuitées en janvier 2017 par rapport à 2015, soit - 8,8 %). L'essentiel de ce manque est le fait des Italiens (- 45 000 nuitées) et des Britanniques (- 15 000). Les Allemands, Belges et Néerlandais reviennent timidement dans la capitale (5 000 à 10 000 nuitées supplémentaires en janvier 2017 par rapport à 2015) comme dans le reste de la région. Parmi les clientèles plus lointaines, les Américains redécouvrent Paris (+ 20 000 nuitées) comme le reste de l'Île-de-France (+ 18 000). Les Chinois sont aussi de retour dans la capitale (+ 27 000 nuitées en janvier 2017 par rapport à 2015, et autant dans le reste de la région). Les Japonais restent à la peine : - 19 000 nuitées à Paris et presque autant de moins dans le reste de la région. ■

Contexte national

L'économie française a accéléré fin 2016

En France, l'activité a accéléré fin 2016 (+ 0,4 % au quatrième trimestre après + 0,2 % au troisième). La production manufacturière est restée solide, surtout du fait d'une forte hausse dans les matériels de transports. Côté demande, les exportations ont accéléré, en particulier grâce à des livraisons aéronautiques exceptionnelles en décembre. Après deux trimestres atones, la demande intérieure s'est nettement raffermie, à la fois la consommation des ménages et l'investissement des entreprises, alors que l'investissement des ménages est resté vigoureux. Dans le même temps, l'emploi salarié marchand a encore progressé (+ 64 000 après + 50 000) et le chômage a légèrement diminué (- 0,1 point à 10,0 %). En février, le climat des affaires demeure au-dessus de sa moyenne de longue période dans les services et surtout dans l'industrie, où il est au plus haut depuis l'été 2011. Au total, le PIB progresserait de nouveau solidement au premier semestre 2017 (+ 0,3 % au premier trimestre puis + 0,5 % au deuxième). L'emploi conserverait sa vigueur et le chômage baisserait à nouveau, à 9,8 % mi-2017.

Contexte international

Un vent d'optimisme souffle sur l'économie mondiale

L'activité dans les économies avancées est restée solide au quatrième trimestre 2016 (+ 0,5 %), en particulier au Royaume-Uni (+ 0,7 %). Dans la zone euro, la croissance s'est légèrement élevée (+ 0,4 % après + 0,3 %), en particulier en Allemagne (+ 0,4 % après + 0,1 %). Avec un climat des affaires nettement au-dessus de sa moyenne de longue période, la croissance resterait solide dans les économies avancées au premier semestre 2017. Ce serait notamment le cas aux États-Unis où souffle une bouffée d'optimisme post-électoral. La hausse récente du cours du pétrole et celle des prix alimentaires stimulent un regain d'inflation qui érode les gains de pouvoir d'achat des ménages. Néanmoins, les ménages européens lisseraient l'effet de cette érosion sur leurs dépenses et épargneraient un peu moins. En outre, les salaires gagneraient en dynamisme, notamment en Allemagne et en Espagne où les salaires minima ont été nettement revalorisés. L'activité économique accélérerait même légèrement dans la zone euro, grâce aux exportations. Le chômage continuerait de baisser doucement.

Insee Île-de-France

1 rue Stephenson
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication :

Marie-Christine Parent

Rédactrice en chef :

Dalila de Oliveira

ISSN 2416-8637

© Insee 2017

Pour en savoir plus

- « Le pouvoir d'achat ralentit, le climat conjoncturel reste favorable », *Insee Conjoncture - note de conjoncture*, mars 2017.
- Rabadeux D., « L'emploi francilien poursuit sa progression », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 13, janvier 2017.